

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57036 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 09/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STEELCASE SA**

Rue Auguste Lumière  
BP 70132  
57403 Sarrebourg

Références : SARREBOURG\_STEELCASE\_2023-06-08\_RAPVI\_MTK\_24888  
Code AIOT : 0006201835

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement STEELCASE SA implanté rue Auguste Lumière BP 70132 - 57400 Sarrebourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEELCASE SA
- Rue Auguste Lumière BP 70132 - 57400 Sarrebourg
- Code AIOT : 0006201835
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement STEELCASE à Sarrebourg produit des chaises de bureau. À ce titre, les installations mettent en oeuvre des procédés d'encollage, de peinture, de soudure, de moulage. L'établissement utilise des solvants, et stocke des polymères.

#### **Textes réglementaires :**

- Arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement » ;  
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2018\_DCAT\_BEPE\_30 du 05 février 2018 autorisant la société Steelcase à construire une rétention des eaux incendie dans le lite majeur de la Bièvre, sur son site de Sarrebourg.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

La visite du 9 mars a principalement porté sur le thème de la sécurité incendie dans les installations de traitement de surface :

- Dispositif de désenfumage
- Localisation des moyens de défense incendie
- Contrôle des installations électriques
- Moyens de lutte incendie
- Confinement des eaux incendie.

Cette visite a aussi été l'occasion de faire le point sur les aménagements naturels prévus dans le cadre des mesures compensatoires de la création d'une digue de rétention des eaux. et prescrit par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2018. Ces aménagements naturels prescrits par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2018 ont déjà faits l'objet de contrôle lors des visites du 21 juin 2018, 10 octobre 2019, 7 mars 2022 de l'inspection des installations classées.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Localisation des moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 06/05/2002, article article 20.4.4	/	Prescriptions complémentaires	
7	Aménagement naturel dû à la compensation de la création d'une digue	AP Complémentaire du 05/02/2018, article 4	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
2	Désenfumage – typologie de DEFNC et accessibilité	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
3	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
4	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
5	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Deux non-conformités ont été constatées :

- L'absence de justification du volume total d'eau d'extinction incendie prescrit dans l'arrêté préfectoral.
- L'absence de résultats visibles (pousse de 100 boutures de Saule blanc) suite à la prescription de re-végétalisation de la zone prévue dans le cadre des mesures compensatoires de la création de la digue de rétention des eaux.

Ces non-conformités font respectivement l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire d'adaptation de prescription et d'un projet d'arrêté de mise en demeure proposé à Monsieur le préfet de la Moselle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence de trappes de désenfumage en toiture. La conformité à la réglementation est démontrée par la réalisation de travaux sur les caractéristiques dimensionnelles des exutoires afin de les rendre conformes aux prescriptions applicables.  Le cantonnement en plan des exutoires est terminé (vu sur site). Par courriel du 6 juin 2023, l'exploitant a transmis le dossier des ouvrages exécutés (DOE) dans lequel il est précisé que l'asservissement du système de désenfumage est réalisé par un Dispositif de Commande Manuelle (DCM) ouverture fermeture par câble conforme à la norme NF S 61-938. L'exutoire est équipé d'un fusible démultiplié monté en usine, taré à 93°C, commandant l'ouverture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Désenfumage – typologie de DEFNC et accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
<b>Constats :</b> La commande manuelle a été vue. Elle se trouve à proximité de l'entrée de l'atelier principale.  La commande automatique se déclenche sur détection de température (fusible taré à 93°C).  La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection constate la présence de réseaux sprinklers dans l'atelier principal de production comportant l'ensemble des chaînes de production.</p> <p>Par sondage, les étiquetages du robinet d'incendie armé (RIA) n° 26 et celui de l'extincteur n° 175 à proximité de la zone de sous-traitance ont été vus et à jour.</p> <p>La dernière vérification annuelle des extincteurs date du 11 mars 2022. Le jour de la visite, l'intervention n'a pas encore lieu. Elle était prévue du 28 au 30 mars 2023 (bon de commande vu).</p> <p>La vérification annuelle des RIA et des exutoires de fumées est prévue à la même date que celle du réseau des sprinklers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques (...) en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie choisi est une surface imperméabilisée en contrebas du site (à l'angle Nord-Est de l'établissement). Cette surface en pente (partie la plus basse du site) déjà aménagée en zone de circulation permet de confiner l'intégralité du volume des eaux d'incendie. L'exploitant dispose du volume de rétention prescrit de 2100 m<sup>3</sup>.</p> <p>Cette surface potentiellement réceptrice d'eaux incendie est protégée de la rivière "Bièvre" par une digue construite à l'extérieur de la clôture de l'établissement sur laquelle s'est rendue l'inspection.</p> <p>En outre, l'exploitant précise faire deux exercices incendies par an avec déploiement de 19 000 litres d'eau d'extinction.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Confinement des eaux incendie – organes de commande**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> L'organe de commande est manuel. Il est constitué de deux obturateurs à l'azote de la canalisation des eaux pluviales afin que les eaux d'extinction d'incendie soit confinées et le cas échéant débordent sur la surface imperméabilisée (plus bas dénivelé de l'établissement) faisant office de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Localisation des moyens de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2002, article article 20.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Justification de la disponibilité des moyens incendie.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le site disposera de moyens de défense judicieusement répartis entre moyens fixes et moyens mobiles. Au minimum, les dispositions suivantes seront respectées :  - aucun point des installations ne devra être distant de plus de 100 m d'un poteau d'incendie (ceci par les voies de communication),  - le débit minimum des poteaux d'incendie sera de 300 m<sup>3</sup>/h,  [...] "</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a demandé l'avis du Service départemental d'incendie et de Secours (SDIS) concernant cette distance de "100m entre un poteau d'incendie et tout point des installations". Le SDIS a donné une interprétation opérationnelle de la prescription : " le SDIS demande pour ce type d'installation que les entrées des bâtiments se trouvent à moins de 100 mètres d'un point d'eau".  La précision entre parenthèse : "ceci par les voies de communication" indique qu'il n'y pas de distinction entre celle-ci et la formulation du SDIS. Les voies de communications ne pouvant être empruntées que par les entrée des bâtiments abritant les installations.</p> <p>L'inspection n'a pas d'observation et considère que la prescription est explicite sur ce point.</p> <p>Par courriel du 10 mars 2023, l'exploitant a transmis la fiche des relevés de vérifications annuelles des débits et pressions des poteaux et bouches d'incendie.  L'inspection constate que le test n'a pas été fait en débit simultané. Ce qui n'est pas conforme à la prescription.</p> <p>Aussi, l'exploitant a transmis un avis du SDIS, référencé MM/CR/n°03/38/18 du 17 janvier 2018, qui indiquait la suffisance d'un débit de 240 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures par les 5 poteaux incendies (soit 480 m<sup>3</sup>) auquel s'ajoute le volume aspiré dans les cours d'eau de "la Sarre" et "la Bièvre" au lieu des 300 m<sup>3</sup>/h pendant 3 heures (soit 900 m<sup>3</sup>) requises par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Le volume total requis selon l'avis du SDIS serait alors 480 m<sup>3</sup>. La prescription n'est pas respectée car inadaptée.</p> <p>Comme rappelé dans le rapport de la visite précédent de 7 mars 2022, pour modifier la prescription, il conviendra de déposer un porter à connaissance étayé par les justifications du SDIS notamment.</p> <p>Par courrier du 2 mai 2023, l'exploitant a transmis au préfet de Moselle un porter à connaissance, faisant l'objet d'un rapport d'instruction rédigé par l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Arrêté de prescriptions complémentaires

**N° 7 : Aménagement naturel dû à la compensation de la création d'une digue**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/02/2018, article 4 partiel
<b>Thème(s) :</b> Autre, Biodiversité (mesures compensatoires)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Inspection du 7 mars 2022 – point de contrôle "aménagement naturel"
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Zone humide : [...] La vocation forestière est assurée par la plantation de 100 boutures de Saule blanc (boutures de 1,5 m de long et 1 à 3 cm de diamètre, enfoncées de 30 à 50 cm dans le sol). La plantation se fait dès la fin du chantier, mais hors période de gel. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant indique avoir réalisé son action de re-végétalisation de la zone prévue comme prévu au printemps 2022. Cependant l'inspection constate in situ pour la 3 <sup>ème</sup> fois l'absence de résultats visibles à savoir la pousse de plante.  L'exploitant assure avoir essayé deux fois (photos à l'appui) de planter les boutures mais que celles-ci n'ont pas tenues.  Ce point de contrôle ayant déjà été caractérisé lors d'une visite précédente est non conforme le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois